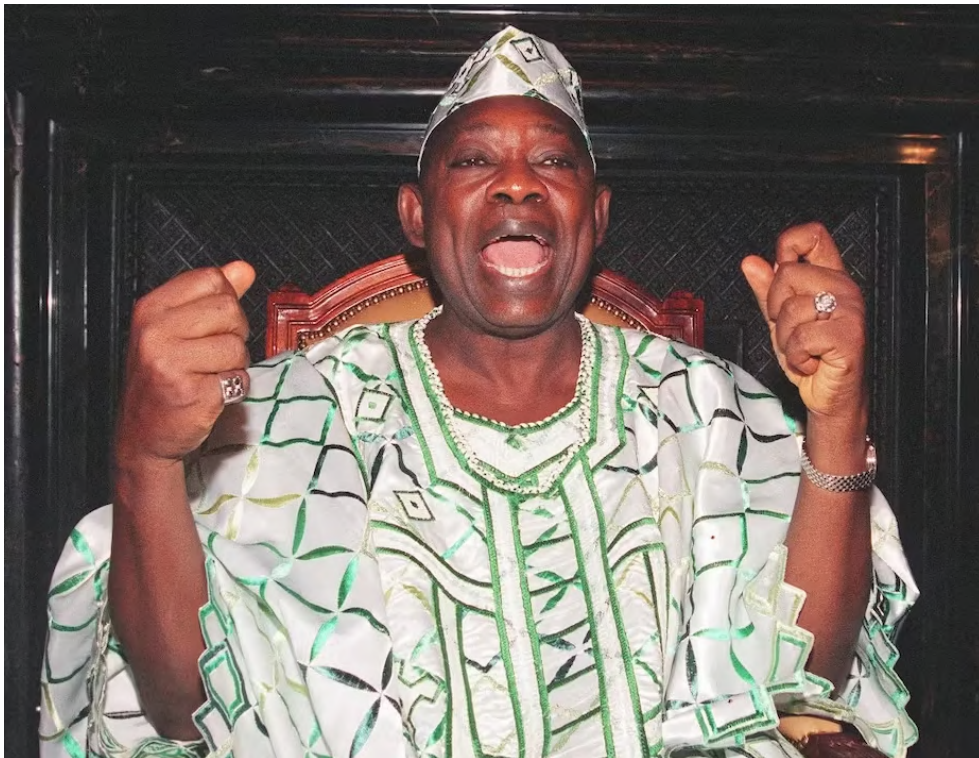


L'engagement d'un leader nigérian pour obtenir réparation de l'esclavage et du colonialisme

Publié: 21 juin 2022, 21:21 CEST

Giulia Bonacci

Historienne, chargée de recherche, Institut de recherche pour le développement (IRD)



Moshood Abiola à Paris le 20 août 1993. Pierre Bousset/AFP

Alors que les études sur la question des réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme se multiplient, elles sont peu nombreuses à se pencher précisément sur le continent africain. La position ambiguë de l'Afrique a été soulignée par Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986 : les Africains pouvaient être tenus pour co-responsables dans la vente d'êtres humains aux esclavagistes européens, mais ils pouvaient aussi revendiquer des réparations puisque l'esclavage avait ravagé les dynamiques organiques de leur développement.

Pour éclairer l'engagement de figures africaines dans le mouvement global pour des réparations, j'ai étudié l'engagement du Nigérian *Bashorun* (ou « *Chief* » en anglais) Moshood Kashimawo Olawale Abiola pour les réparations au titre de l'esclavage et du colonialisme, ainsi que ses discours et ses initiatives opérationnelles, dont les conférences de Lagos en 1990 et d'Abuja en 1993. Pour la première fois, un représentant au plus haut niveau d'un État africain, candidat à l'élection présidentielle dans son pays, a mis tout son poids intellectuel, politique et financier dans une cause partagée avec les représentants des diasporas africaines et du mouvement panafricain.

À lire aussi : « *Global Africa* » : une nouvelle revue pour un concept militant

Il formulait ainsi ce que j'ai appelé la promesse de l'Afrique : les États africains étaient prêts à s'engager au côté des militants de la cause des réparations, souvent issus des diasporas, pour inscrire les réparations au cœur des enjeux diplomatiques et politiques de la fin du XX^e siècle.

L'engagement panafricaniste de Chief Abiola

Chief Abiola est un de ces fameux *big men* qui ont marqué l'histoire politique et économique du Nigéria. Un entrepreneur prospère aux multiples responsabilités, qui s'est enrichi vite, qui a investi beaucoup, qui s'est marié souvent et qui dans un environnement dominé par les militaires, les coups d'État et les revenus du pétrole, a pris une dimension nationale, mais aussi panafricaine.



Moshood Abiola vote lors des premières élections présidentielles civiles à Lagos, le 12 juin 1993.
François Rojon/AFP

Dans cinq conférences prononcées entre 1987 et 1991 aux États-Unis, l'homme d'affaires s'appuie sur un imaginaire plus ancien, aux contours bibliques, pour encourager l'intérêt et l'engagement des Africains-Américains en Afrique. Il mobilise l'histoire pour défendre l'idée d'un « héritage commun de l'esclavage, du colonialisme et de la discrimination ».

Son raisonnement tient dans l'articulation entre deux phénomènes historiques entre lesquels il installe une relation de causalité : l'esclavage aurait eu comme conséquences le sous-développement de l'Afrique ainsi que la dette coloniale et néocoloniale qui entrave les économies africaines. Chief Abiola défend l'idée d'investissements massifs dans les infrastructures, l'industrie, l'énergie, les télécommunications, l'éducation, la santé, la technologie agricole et le soutien à la démocratie politique – qui sont qualifiés de réparations.

Joignant le geste à la parole, il organise et finance la première « conférence mondiale sur les réparations pour l'Afrique et les Africains de la diaspora » qui se tient à Lagos au Nigéria, les 13 et 14 décembre 1990.

La conférence de Lagos en 1990

Organisée sous l'égide du général-président Babangida, son objectif était clairement de « placer la question critique des réparations pour l'Afrique et les Africains de la diaspora comme prioritaire dans l'agenda du dialogue international pour une action globale ». Des personnalités nigérianes interviennent, comme le juriste Akinola Aguda et le diplomate Ibrahim Gambari, ainsi que l'intellectuel Chinweizu Ibekwe et Prof. Ade Ajayi, un historien reconnu – mais aucune femme.

Le monde panafricain est mobilisé : il y a Abdulrahman Mohammed Babu de Zanzibar, un des organisateurs du futur 7^e congrès panafricain qui se tiendra à Kampala en 1994 ; Craig Washington, le représentant démocrate du Texas auprès du Congrès ; Bernie Grant, du Guyana, élu au Parlement britannique ; Randolph Peters, l'ambassadeur de Trinidad au Nigéria ; et Dudley Thompson, ambassadeur de la Jamaïque au Nigéria, un vétéran des affaires panafricaines.

La conférence de Lagos nomme un comité international pour les réparations, recommande le développement d'un mouvement de masse et interpelle l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) afin d'obtenir son soutien avant d'amener ses revendications jusqu'aux Nations unies. Avec cette rencontre, Chief Abiola devient un acteur majeur de l'institutionnalisation de la question des réparations et formule cette promesse : l'Afrique s'engage politiquement au côté de ses diasporas dans la cause des réparations.

La promesse de l'Afrique

Elle prend forme d'abord à travers les commissions mises en place dans plusieurs pays, comme au Royaume-Uni où Bernie Grant fonde le *African Reparation Movement* (ARM), et en Jamaïque, où le premier comité pour les réparations, porté par le rastafari George Nelson, est installé en 1991. Ensuite, Dudley Thompson invite l'avocat Lord Gifford à produire une base légale à cette cause et il devient le rapporteur du Groupe des éminentes personnalités (GEP) pour les réparations, établi par l'OUA et présidé par Chief Abiola. Enfin, ce GEP organise à Abuja du 27 au 29 avril 1993 une conférence panafricaine de haut niveau sous le patronage de l'OUA et du Nigéria.

La résolution finale de la conférence d'Abuja soulignait que l'essentiel était la reconnaissance d'une responsabilité, le transfert de capitaux et l'annulation de la dette, et la facilitation du « droit au retour » des diasporas.

Chief Abiola ne cachait pas son ambition de présenter l'affaire des réparations devant les Nations unies s'il était élu président du Nigéria aux élections prévues le 12 juin 1993. La promesse de l'Afrique n'avait jamais semblé aussi proche, aussi tangible, aussi possible qu'au sortir de la conférence d'Abuja.

Mais c'était sans compter avec le désastre des élections nigérianes. Remportées par Chief Abiola, elles furent annulées dans la foulée par le général-président Babangida. Cinq mois plus tard, un coup d'État portait le général Sani Abacha au pouvoir, Chief Abiola se cache avant d'être arrêté alors que la répression s'abat sur les forces pro-démocratie nigérianes.

Une promesse qui reste à réaliser



Des Nigériens rendent hommage à Moshood Abiola, décédé d'une crise cardiaque deux jours plus tôt, à Abuja, le 9 juillet 1998. Seyllou Diallo/AFP

De nombreuses questions restent en suspens. Est-ce que le réseau panafricain de Chief Abiola pouvait servir son dessein politique national ? Pensait-il vraiment que l'annulation de la dette des pays africains pouvait servir de réparation à l'esclavage et au colonialisme ? Est-ce que l'économie extravertie du secteur pétrolier pouvait être affectée par cette cause ? Y avait-il un lien entre les réparations portées par Chief Abiola et le désastre des élections de 1993 ? Le Royaume-Uni et les États-Unis, menacés par les enjeux soulevés par le mouvement pour les réparations, auraient-ils poussé à l'annulation de l'élection, qui jetait pourtant l'opprobre sur le pays ? C'est l'interprétation, peut-être déformée par l'engagement, que certains défendent.

Le Nigéria s'enfonçait dans la violence politique et la cause des réparations perdait son leadership africain. La promesse de l'Afrique, à peine formulée, était déjà brisée. L'homme d'affaires richissime, panafricaniste et engagé avait été écrasé par les forces politiques et armées de son pays. En 1996 sa seconde épouse était assassinée en pleine rue. Et le 7 juillet 1998, le jour où il devait sortir de prison, Chief Abiola décède durant la visite de deux émissaires américains. S'il est devenu un martyr de la démocratie, sa dimension panafricaine reste moins connue. Pourtant, Chief Abiola a été l'artisan d'une promesse de nature politique et panafricaine, qui n'a pas pu être honorée pour l'instant et qui a laissé orphelines les forces démocratiques nigérianes, ainsi que la dimension africaine du mouvement global pour les réparations – même si celle-ci n'a depuis cessé de se réinventer.